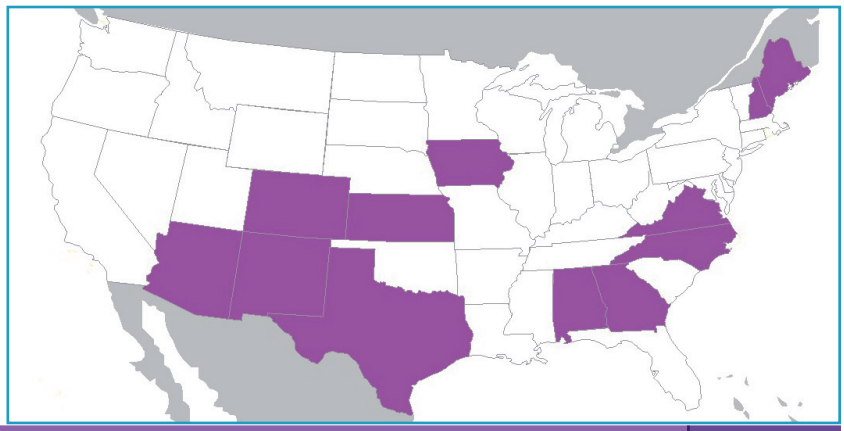
Notes de l'Ifri
Potomac Paper 37

Les élections de 2020 aux États-Unis

4 scénarios, 12 États-clés pour le Sénat



Lauric HENNETON

Septembre 2019

ifri 1979 2019
Programme Amérique du Nord

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0060-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Lauric Henneton, « Les élections américaines de 2020 : 4 scénarios, 12 États-clés pour le Sénat », *Potomac Papers*, n° 37, Ifri, septembre 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Potomac Papers

Le programme Amérique du Nord de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amérique du Nord de l'Ifri.

Auteur

Lauric Henneton est professeur agrégé d'anglais, docteur en civilisation anglo-américaine et habilité à diriger des recherches en science politique de l'IEP de Paris. Il est maître de conférences à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Il est l'auteur d'une *Histoire religieuse des États-Unis* (Flammarion, 2012), de *La fin du rêve américain ?* (Odile Jacob, 2017) et d'un *Atlas historique des États-Unis* (Autrement, 2019). Il a également codirigé les volumes collectifs *Fear and the Shaping of Early American Societies* (Brill, 2016, avec L. H. Roper) et *Du bon usage des commémorations : histoire, mémoire et identité* (Presses Universitaires de Rennes, 2010, avec B. Cottret). Il est en outre fondateur et codirecteur de la *Summer Academy of Atlantic History* depuis 2009 et du séminaire « Épistémologie et pratiques des Humanités numériques ».

Il a publié dans les revues *Esprit*, *Commentaire*, *Études*, la *Revue des Deux Mondes*, le *New England Quarterly*, le *Journal of Early American History*, la *Revue française d'Études américaines*, *Outre-Terre : Revue européenne de géopolitique* et *Conflits*. Il a par ailleurs récemment contribué aux volumes collectifs *Les années Obama, 2009-2017* (dir. J.-E. Branaa, 2019), *L'Enjeu mondial* (dir. A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et E. Massicard, 2019), *L'Essor des nationalismes religieux* (dir. O. da Lage, 2018) ainsi qu'au *Dictionnaire des populismes* (dir. O. Dard, C. Boutin et F. Rouvillois, 2019).

Résumé

Alors que commence la campagne pour les élections de novembre 2020, l'attention se porte essentiellement sur le scrutin présidentiel : Donald Trump, ce président, hors-normes, sera-t-il réélu ? Quel candidat le Parti démocrate va-t-il sélectionner pour lui faire face ?

Cependant, le résultat des élections au Sénat – dont le tiers des sièges sera renouvelé – est tout aussi important. En effet, si les experts estiment que la Chambre des représentants devrait conserver sa majorité démocrate, le Sénat, actuellement républicain, pourrait de son côté changer de majorité et devenir lui aussi démocrate. Or, si les deux Chambres du Congrès ont une majorité démocrate à partir de janvier 2021, un travail législatif ambitieux pourra alors s'engager. Il sera soit entravé par un président républicain, soit encouragé par un président démocrate.

Lauric Henneton expose les quatre combinaisons possibles à l'issue des élections, entre un président démocrate ou républicain, et un sénat démocrate ou républicain. Il détaille les conséquences de chaque scénario sur la production législative et plus généralement le contexte politique des années 2020-2024.

Pour évaluer la possibilité d'un changement de majorité au Sénat, l'auteur se tourne ensuite vers les États dans lesquels un siège sera en jeu en novembre 2020. Il en identifie douze qui pourraient soit rester démocrate, soit basculer du côté démocrate. En Alabama et au New Hampshire, les sénateurs démocrates se représentent et bénéficient d'une prime au sortant. La Virginie, l'Arizona, la Géorgie et le Texas, pour leur part, connaissent à des degrés divers une mutation de leur population : l'afflux de jeunes, de diplômés et de minorités dans les mégapoles entraîne un vote croissant pour les Démocrates, qui pourrait concrétiser des victoires dans les prochains scrutins. Le Kansas et la Caroline du Nord, enfin, sont des États au vote très variable, où le tour des Démocrates est peut-être arrivé en 2020.

Abstract

As the campaign for the November 2020 elections begins, the main focus seems to be on the presidential election: will Donald Trump be re-elected? Which candidate will the Democratic Party choose to face him?

However, the outcome of the Senate elections – where one-third of the seats will be renewed – is equally important. Indeed, if experts believe that the House of Representatives will retain its Democratic majority, the currently Republican-led Senate could undergo a majority change and become Democratic-led as well. If both houses of Congress have a Democratic majority from January 2021, ambitious legislative work could then begin. It would be either obstructed by a Republican president or fostered by a Democratic president.

Lauric Henneton outlines the four possible combinations after the elections, between a Democratic or Republican President and a Democratic or Republican Senate. He explains the consequences of each scenario on the legislative process and more generally on the political context of the years 2020-2024.

To assess the possibility of a change of majority in the Senate, the author then focuses on the states in which a seat will be at stake in November 2020. He identifies twelve states that could either retain or gain a democratic senator. In Alabama and New Hampshire, Democratic senators are standing for re-election and could enjoy an incumbency advantage. Virginia, Arizona, Georgia and Texas, on the other hand, are experiencing varying degrees of population change: the influx of young people, graduates and minorities into metropolitan areas increases the vote for Democrats, and could lead them to victories in upcoming elections. Kansas and North Carolina, finally, are states where majorities swing from one election to another. In these states, the Democrats' turn may arrive in 2020.

Sommaire

INTRODUCTION 6

LES QUATRE GRANDS SCÉNARIOS POUR 2020 8

Scénario 1 : Trump réélu, le Sénat reste républicain 8

Scénario 2 : Trump réélu, les Démocrates prennent le Sénat 11

Scénario 3 : Président(e) démocrate, le Sénat reste républicain 12

Scénario 4 : Président(e) démocrate, Sénat démocrate 13

UNE AMÉRIQUE EN MUTATION : LES NOUVEAUX ÉTATS-CLÉS 17

Les États stables 18

Sièges à défendre pour les Démocrates avec candidat sortant 18

Sièges à défendre pour les Démocrates, siège ouvert 19

Sièges à conquérir pour les Démocrates : prenables 21

Sièges à conquérir pour les Démocrates : plus difficilement prenables ... 25

Sièges possiblement démocrates dans l'avenir 33

CONCLUSION 37

Introduction

Malgré l'incertitude qui risque de peser jusqu'au dernier moment sur le scrutin du 3 novembre 2020, il est possible d'en réduire l'issue à quatre grands scénarios. Pour cela, il faut ajouter à l'équation présidentielle la majorité qui émergera au Sénat, avec laquelle le (nouveau ?) locataire de la Maison-Blanche devra composer pendant au moins deux ans[1].

Ces quatre scénarios s'appuient sur les dynamiques de la campagne électorale nationale opposant le président Trump aux Démocrates, ainsi que sur des scénarios locaux au sein des États, lesquels reposent sur leurs évolutions démographiques, sociologiques et électorales.

Étant donné l'importante polarisation politique de la géographie américaine, l'inconnue porte généralement sur un nombre fluctuant d'États-pivots (*swing states*) ou États-clés (*battleground states*) dans lesquels l'issue du scrutin est encore indécise, par opposition aux États solidement acquis à l'un ou l'autre des deux grands partis. Les évolutions socio-démographiques et les tendances électorales récentes contribuent à mettre à jour cette liste d'États-clés et à formuler des hypothèses sur l'issue électorale dans ces États en 2020, au sein de tendances plus longues. Par ailleurs, comme le Sénat est renouvelé par tiers tous les deux ans, seule une trentaine d'États seront en jeu en 2020, même si tous seront concernés par l'élection présidentielle[2].

Les Démocrates comptant actuellement 47 sénateurs (45 + 2 indépendants qui votent avec eux), il leur faut gagner quatre sénateurs de plus pour être majoritaires, ou trois sénateurs et la présidence, le vice-président disposant d'un vote pouvant départager un Sénat à 50-50. Il est donc crucial pour eux, d'abord de ne pas perdre de terrain dans les États comptant déjà un sénateur démocrate, notamment dans l'Alabama, conquis en 2017. Ensuite, il s'agira de prendre aux Républicains certains des sièges qu'ils détiennent. Les sièges réellement en jeu au Sénat peuvent donc être

1. En revanche, la Chambre des représentants devrait selon toute vraisemblance rester aux mains des Démocrates – elle n'est donc pas prise en compte dans l'établissement des scénarios de cette étude.

2. Contrairement à la Chambre, où les États sont représentés proportionnellement à leur population pour des mandats de deux ans, chaque État dispose de deux sénateurs, élus pour six ans, indépendamment de sa population. Compte tenu du renouvellement par tiers tous les deux ans, ces deux sénateurs ne sont pas renouvelés en même temps, sauf exception. En 2020, une de ces exceptions sera la Géorgie, suite à la démission de Johnny Isakson fin août 2019.

divisés en sièges à défendre et en sièges à conquérir. Dans les deux cas, la présence ou non d'un candidat sortant est un autre élément à prendre en compte.

3 nov. 2020	Présidence	Majorité au Sénat	Précédent de la configuration
Scénario 1	Trump réélu	Sénat reste républicain	*Statu quo*/ Configuration de 2016
Scénario 2	Trump réélu	Sénat démocrate	Cohabitation/ Configuration de 2006 (mais élection de mi-mandat)
Scénario 3	Un Démocrate président	Sénat reste républicain	Impasse/« Obama 3 »/ Configuration de 1996
Scénario 4	Un Démocrate président	Sénat démocrate	Alignement des planètes/Configuration de 2008

Si le Sénat élu en novembre 2020 est exactement partagé avec 50 sénateurs pour chaque parti, le vice-président fera pencher la balance de son côté, grâce à sa voix supplémentaire prévue par la Constitution. La bascule d'un côté ou de l'autre dépendra alors entièrement du résultat de l'élection présidentielle. Si Trump est reconduit, c'est le scénario 1 ; s'il est battu, c'est le scénario 4.

Les quatre grands scénarios pour 2020

Scénario 1 : Trump réélu, le Sénat reste républicain

C'est le scénario du *statu quo*, un cauchemar pour les Démocrates qui ne garderaient que la majorité à la Chambre. Il signifierait que l'anti-trumpisme, qui a si fortement alimenté la campagne des élections de mi-mandat de 2018, ne fonctionne plus aussi bien et que Donald Trump mérite son surnom de « Teflon Don », que rien ne touche.

Trump est avantagé par sa position de président sortant. Historiquement, en effet, les présidents sortants convertissent souvent une victoire serrée à la première élection en victoire plus large à la seconde. C'est le cas de Richard Nixon (1972), de Ronald Reagan (1984), de Bill Clinton (1996) ou de George W. Bush (2004, dans le contexte de l'après 11 Septembre). Plus rarement, le sortant est réélu avec une marge moindre : c'est le cas de Barack Obama (2012).

Certains présidents ont cependant échoué dans leur tentative de réélection. Gerald Ford est battu par Jimmy Carter en 1974 ; Carter est à son tour battu par Ronald Reagan en 1980, ce dernier faisant campagne avec le slogan « Make America Great Again ». George H. W. Bush, échoue en 1992 en partie à cause de la candidature de Ross Perot, milliardaire texan qui siphonne des millions de voix républicaines (19,7 millions et 18,9 % des voix[3]).

Au-delà du référendum autour de Trump, plusieurs facteurs vont déterminer l'issue de la présidentielle de 2020. La situation économique de la dernière ligne droite, courant 2020, sera décisive. Pour l'instant, le grand récit de l'administration Trump est celui d'une économie prospère, avec un chômage historiquement bas et une bourse qui vole de record en record. De nombreux articles de presse expliquent cependant que la situation est en réalité plus complexe et que les chiffres du chômage sont en trompe-l'œil car ils ne comptent pas les personnes sorties des statistiques. Par ailleurs, en

3. L'effet Perot est cependant débattu. Lacy, Dean, and Barry C. Burden. "The Vote-Stealing and Turnout Effects of Ross Perot in the 1992 U.S. Presidential Election." *American Journal of Political Science*, vol. 43, no. 1, 1999, pp. 233–255.

2018, Trump avait privilégié une thématique anxiogène (les « caravanes de migrants » du Honduras prêtes à déferler sur les États-Unis) plutôt que de tirer profit de la bonne santé de l'économie, comme l'avait fait Ronald Reagan, notamment, en 1984[4]. En 2020, si l'économie américaine continue sur sa lancée, Trump expliquera que c'est grâce à lui. En revanche, si elle commence à montrer des signes alarmants (contraction de la croissance, voire trimestre de récession, remontée du chômage, forte contraction du nombre de créations d'emplois, licenciements massifs et fermeture d'usines, notamment dans les États industriels autour des Grands Lacs – la *Rust Belt* – et mesures de rétorsion chinoises contre les agriculteurs du Midwest), des transferts de voix vers les Démocrates, vers des petits candidats ou vers l'abstention pourraient priver Trump des quelques milliers de bulletins nécessaires à obtenir une majorité dans certains États décisifs.

Trump a également accumulé un véritable trésor de guerre pendant la première partie de son mandat et va continuer à engranger les soutiens financiers, alors que les Démocrates resteront divisés au moins jusqu'au printemps 2020 : les sommes qu'ils vont dépenser pour se départager ne pourront plus servir à financer la seconde partie de la campagne, contre Trump. Par ailleurs, et contrairement à la campagne 2015-2016, Trump a désormais une équipe de campagne beaucoup plus étoffée et professionnelle, ainsi que tout l'appareil du Parti républicain, contre lequel il cherchait à s'imposer à pareille époque lors de la campagne précédente. Ces changements organisationnels et financiers lui confèrent un avantage indéniable. Enfin, la popularité de Trump, historiquement basse, est restée particulièrement stable depuis son investiture, malgré les innombrables controverses qui ont émaillé son mandat. Certaines de ses thématiques de campagne ont-elles fini par s'installer dans l'opinion, suscitant une moindre indignation ?

Lors de l'élection de 2016, les Américains sondés n'appréciaient déjà pas beaucoup Trump : il était majoritairement impopulaire, considéré comme peu ou mal préparé pour être président et pas forcément « honnête et fiable[5] ». Il semble cependant que l'anti-trumpisme soit plus limité que Twitter ne le laisse penser : en dehors de cette chambre d'écho déformante, il existe une majorité silencieuse de Démocrates plus modérés[6]. De leur côté, les Démocrates ne sont d'ailleurs pas à l'abri d'une campagne ratée : candidat(e) qui ne fait pas l'unanimité dans son camp car trop modéré ou au contraire trop à gauche, « couacs » en tous genres exploités par les

4. Voir en particulier le fameux spot de campagne « Morning in America » ; M. Beschloss, « The Ad That Helped Reagan Sell Good Times To An Uncertain Nation », *The New York Times*, 7 mai 2016.
5. Voir les sondages « sortie des urnes » proposés entre autres par CNN : https://edition.cnn.com.
6. N. Cohn et K. Quealy, « The Democratic Electorate on Twitter is not the actual Democratic Electorate », *The New York Times*, 9 avril 2019.

Républicains, idées qui ne prennent pas dans l'opinion (sur la suppression de l'assurance maladie privée, sur les réparations pour les descendants d'esclaves...), faiblesse dans les débats contre Trump – sans surestimer leurs effets : en 2004, John Kerry a gagné ses trois débats contre un George W. Bush qui semblait vulnérable, mais une forte mobilisation républicaine et un candidat assez terne ont permis une réélection indiscutable de Bush.

L'accumulation de ces différents facteurs pourrait permettre à Trump de conserver une courte majorité dans certains États-clés et d'y remporter la totalité des grands électeurs. Bénéficiant de l'effet de distorsion de 2016, il pourrait être de nouveau élu sans emporter le vote populaire. Une telle performance pourrait avoir un effet d'entraînement sur les candidats républicains au Sénat. Ils conserveraient les sièges qu'ils détiennent, voire reprendraient des sièges récemment passés du côté démocrate (Arizona, Alabama). Ainsi, même avec des marges victorieuses moindres (Texas, Géorgie, Kansas), même dans des élections serrées, les Républicains conserveraient une majorité au Sénat, et pourraient même l'accroître.

Ce scénario reconduirait à l'identique la configuration actuelle et le rapport de force entre un Sénat républicain et une Chambre démocrate. La production législative serait relativement faible, en l'absence de compromis bipartisan et surtout de volonté de compromis ; Trump sortirait grandi de la présidentielle et les Républicains au Sénat au moins autant, ce qui aurait pour effet de décupler leur intransigeance vis-à-vis des Démocrates à la Chambre. Comme au cours du premier mandat, les nominations de juge (à la Cour suprême et dans le reste de la pyramide judiciaire) continueraient à avantager les conservateurs. Une majorité républicaine au Sénat empêcherait *de facto* toute possibilité de destitution, même en cas de mise en accusation (*impeachment*) par la Chambre.

Une des principales conséquences de ce scénario, serait un affaiblissement du Parti démocrate, accentuant notamment la tension entre les modérés et les progressistes qui tirent le parti vers sa gauche. La stratégie perdante, quelle qu'elle soit, serait désavouée, une fois le choc de la défaite passé, l'anti-trumpisme pourrait être encore plus virulent, mais pas forcément très productif en termes de résultats électoraux. Un durcissement de la ligne progressiste, qui invaliderait des positions modérées, pourrait avoir pour effet de pousser certains électeurs soit vers le camp républicain, si les candidats républicains restent modérés localement, soit vers l'abstention s'ils ne sont pas prêts à voter pour Trump et ses épigones. L'hégémonie bipartite créée par le scrutin majoritaire à un tour prive un Parti démocrate tiraillé entre deux sensibilités d'une scission viable vers un parti plus centriste, de même que les Républicains doivent désormais

s'accommoder de la ligne dure représentée par Trump et le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell.

Scénario 2 : Trump réélu, les Démocrates prennent le Sénat

Le deuxième scénario accentue nettement la cohabitation entre un président républicain désormais isolé et un Congrès unifié sous la bannière démocrate[7]. La principale conséquence serait un rééquilibrage des pouvoirs : un président Trump réélu perdrait sa capacité à nommer des juges (trop) conservateurs. L'obstruction du Sénat républicain face à Obama en 2016, notamment en refusant la nomination de Merrick Garland, pourrait inciter des Démocrates galvanisés par leur demi-victoire (au Sénat mais pas à la présidence) à bloquer autant que possible toute initiative émanant de la Maison-Blanche. Devant l'impossibilité de se représenter à un troisième mandat en 2024, Trump pourrait opter pour une ligne plus modérée, tournant le dos à des soutiens conservateurs dont il n'aurait désormais plus besoin et ne travaillant qu'à construire l'image qui restera de lui après sa présidence.

Au niveau législatif, un Congrès unifié permettrait la mise en œuvre d'une intense activité dont la production se heurterait, dans un premier temps au moins, au véto présidentiel, que le Congrès peut contourner (*override*) par un vote à la majorité des deux tiers dans chaque Chambre. Le débat sur l'*impeachment* ne manquerait pas de gagner en intensité. Toutefois, si la mise en accusation par la Chambre est déjà arithmétiquement possible, la destitution par le Sénat nécessite une majorité des deux tiers, ce qui est absolument irréaliste, même si les Démocrates y retrouvent une (courte) majorité. Le temps qui y serait consacré serait du temps législatif perdu pour un résultat nul, Trump sortant probablement renforcé d'un échec de la procédure de destitution. Dans un second mandat, le président s'occupe généralement davantage de politique étrangère : avec un Congrès hostile, Trump court le risque de voir le Sénat refuser de ratifier les traités qu'il signerait. Il serait obligé de ne signer que des accords internationaux non contraignants, contrairement aux traités – à moins d'adopter une ligne qui soit acceptable pour les Démocrates au Sénat, par exemple sur les questions de protectionnisme économique. Enfin, il serait également très surveillé par le Congrès au niveau budgétaire, dans une situation en miroir de celle d'Obama après la défaite aux élections de mi-mandat de 2010, pouvant mener à des épisodes de blocage (*shutdown*).

7. La seconde partie de cette note examine la manière dont certains États pourraient basculer côté démocrate lors des sénatoriales de 2020.

Scénario 3 : Président(e) démocrate, le Sénat reste républicain

Ce troisième scénario rappelle une configuration récente, lorsqu'Obama devait composer avec un Congrès républicain entre 2011 et 2017. La principale différence serait la division du Congrès, avec une Chambre restant favorable au président. L'équilibre du Congrès resterait donc inchangé, avec une production législative réduite par la polarisation des deux camps et des deux Chambres.

S'ils gagnent la présidentielle, le soulagement d'avoir mis un terme à la présidence de Trump suffira à ravir les Démocrates. Mais cette liesse pourrait être de courte durée. En effet, le nouveau président aura d'immenses difficultés à faire passer les réformes pour lesquelles il (ou elle) aura été élu(e). Même avec une Chambre démocrate bien disposée à son égard, le Sénat républicain serait en mode forteresse, comme le dernier bastion du conservatisme. L'obstruction de principe serait alors la plus probable sur les projets les plus progressistes. Les quelques textes votés par le Congrès seraient le fruit d'âpres compromis, ce qui implique de considérables concessions et des lois bien moins ambitieuses que leurs projets initiaux. Dans cette configuration, évidemment, on n'entendrait plus parler d'*impeachment*, mais on retrouverait les situations de blocage du scénario précédent : impossibilité pour le président de signer des traités, nominations de juges progressistes rejetées, budgets moins ambitieux que souhaité. Le résultat serait probablement assez peu productif au niveau législatif, décevant pour les Démocrates, frustrés par la résistance pied à pied du Sénat. L'atmosphère à Washington ne serait probablement pas plus cordiale que sous Obama. Seule l'hystérie politico-médiatique suscitée par la « twittorhée » du président actuel devrait diminuer.

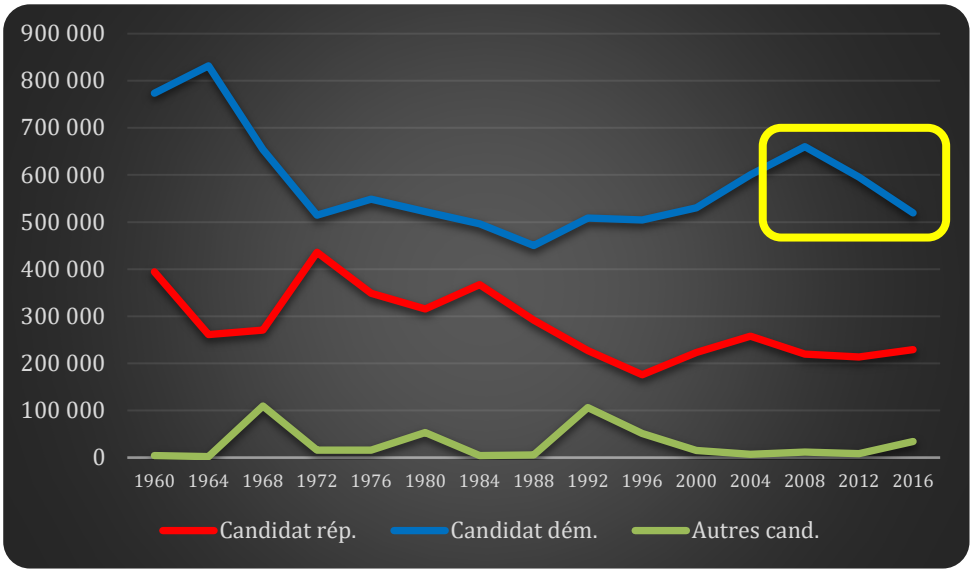
Un point commun des deux derniers scénarios est la cohabitation et, le jour du scrutin, le *split vote*. On vote le même jour pour de nombreux candidats à tous les niveaux, du plus local au fédéral, y compris le président. Parfois, même si c'est de plus en plus rare du fait de l'alignement idéologique des candidats et des électeurs, ces derniers votent le même jour pour un gouverneur républicain et un sénateur démocrate. C'était le cas en 2018 dans l'Arizona et dans l'Ohio, par exemple.

En 2020, les électeurs de certains États pourraient voter majoritairement pour un candidat démocrate à la présidence et réélire un sénateur sortant républicain bénéficiant d'un *a priori* favorable. L'autre configuration – voter pour Trump et pour un sénateur démocrate – semble moins envisageable.

Scénario 4 : Président(e) démocrate, Sénat démocrate

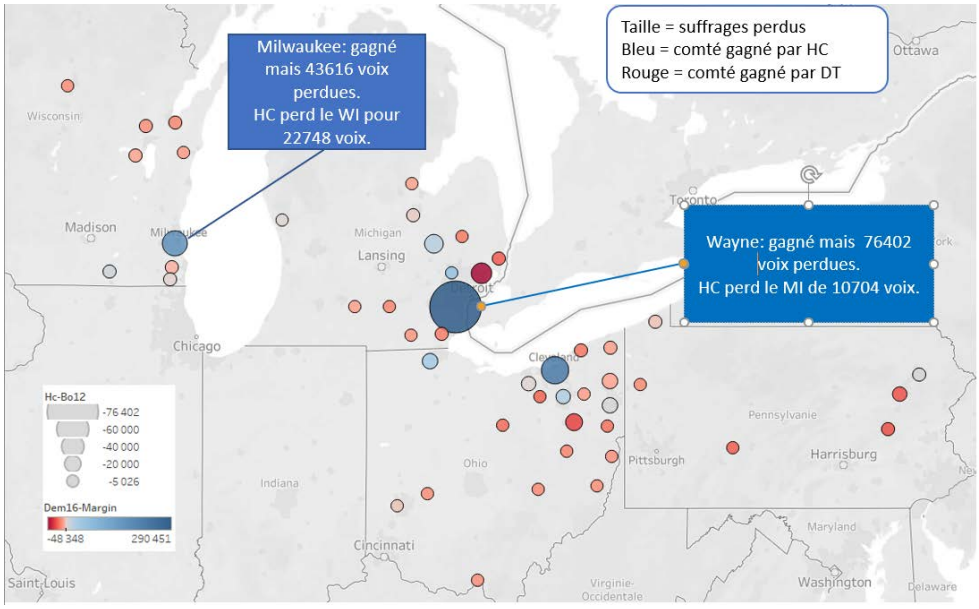
C'est l'alignement des planètes, mais en faveur des Démocrates, cette fois. Comme dans le scénario précédent, la présidence bascule parce que Trump n'arrive pas à l'emporter dans un certain nombre d'États-clés où il avait gagné de justesse en 2016, ce qui confirmerait le caractère exceptionnel de cette élection. Le principal exemple est la *Rust Belt* (Wisconsin, Michigan et Pennsylvanie). Trump avait remporté ces trois États pour un total combiné de moins de 100 000 voix. Une remobilisation de certains pans de l'électorat démocrate devrait suffire. Ainsi, à Wayne County, qui englobe Détroit (Michigan), les Démocrates ont reçu en 2016 76 000 voix de moins qu'en 2012 et 140 000 de moins qu'en 2008[8]. Or, ils ont perdu l'État pour 10 000 voix (cf. Graphiques 1 et 2). À Milwaukee (Wisconsin), ils reçoivent 43 000 voix de moins qu'en 2012 et perdent l'État pour 22 000 voix. Dans ces comtés très urbanisés où les Démocrates obtiennent des marges considérables, un effort de mobilisation peut faire la différence.

Graphique 1. Élections présidentielles dans le comté de Wayne, Michigan (1960-2016), en nombre de voix



8. Dans ces comtés urbains à forte proportion d'Africains Américains, il s'agit d'électeurs d'Obama en 2008 et 2012 qui ont choisi de s'abstenir et non de voter pour Trump en 2016, ce qui a été le cas en revanche dans certains comtés majoritairement blancs.

Graphique 2. Comtés où Hillary Clinton perd au moins 5 000 voix par rapport à Barack Obama en 2012 (Wisconsin, Michigan, Ohio, Pennsylvanie)



Lors des élections de mi-mandat de 2018, les Démocrates ont reconduit quatre sénateurs avec des marges confortables dans les quatre États de la *Rust Belt*. Mieux, ils ont repris aux Républicains le siège de gouverneur dans le Wisconsin et le Michigan, et ont conservé ce poste en Pennsylvanie. Il est vrai que la bonne santé de l'économie concerne davantage les emplois de service que les emplois industriels et manufacturiers. La fermeture d'usines automobiles et la perte des emplois induits, notamment chez les fournisseurs, peuvent coûter des voix précieuses à Trump dans certains comtés affectés par ces revers[9].

Mais la principale arme des Démocrates reste leur capacité à mobiliser leur électorat, que ce soit sur leurs idées ou simplement en capitalisant sur l'anti-trumpisme particulièrement marqué chez les jeunes, les femmes, les minorités et les diplômés du supérieur. Dans des États où les résultats se jouent à quelques milliers de voix, une surmobilisation de ces catégories de population et une légère sous-mobilisation dans les comtés ruraux, par exemple, peut suffire à donner une majorité aux Démocrates (cf. Tableau 1). De même, un candidat libertarien ou l'ensemble des « petits candidats » peuvent suffire à siphonner la voix des mécontents parmi les électeurs républicains traditionnels.

9. S. Tavernise, « With his Job Gone, an Autoworker Wonders, 'What Am I as a Man ? », *The New York Times*, 27 mai 2019, disponible sur : www.nytimes.com.

Tableau 1. Les trois lignes de fracture du vote des femmes : groupe ethnique, statut marital, éducation (Michigan et Wisconsin, 2018)

MICH.	Marge en faveur des Démocrates Sen. / Gov.	% votants	WISC.	Marge en faveur des Démocrates Sen. / Gov.	% votants
Hommes	- 4 / - 2	48 %	Hommes	+ 1 / - 7	51 %
Femmes	**+ 20 /+ 22**	52 %	Femmes	**+ 23** / + 9	49 %
Femmes blanches	+ 4 /+ 7	37 %	Femmes blanches	**+ 13** / - 1	40 %
Femmes mariées	+ 3 /+ 4	29 %	Femmes mariées	**+ 10** / - 6	29 %
Femmes non mariées	**+ 27 /+ 32**	22 %	Femmes non mariées	**+ 42 / + 35**	21 %
Femmes diplômées	**+ 27 /+ 26**	14 %	Femmes diplômées	**+ 33 / + 21**	15 %
Femmes non diplômées	- 8 /- 3	24 %	Femmes non diplômées	+ 2 / - 13	26 %

Le transfert de voix le plus notable entre 2016 et 2018 s'observe chez les électeurs qui se déclarent indépendants (donc explicitement ni démocrate ni républicain). En 2016, ils ont voté républicain alors qu'en 2018, ils ont majoritairement voté démocrate. Les électeurs inscrits comme démocrates et républicains, quant à eux, ont voté pour leur camp ; les progressistes ont voté démocrate, les conservateurs ont voté républicain, et les « modérés », qui avaient déjà voté majoritairement démocrate en 2016, l'ont fait davantage en 2018. La poursuite voire l'amplification de cette tendance en 2020 pourrait être décisive en faveur des Démocrates, notamment pour la présidence, peut-être pour le Sénat, en fonction de critères plus locaux, sur lesquels nous allons maintenant nous pencher (cf. Tableau 2).

Tableau 2. Le vote des indépendant(e)s et des modérés, Michigan et Wisconsin, présidentielle 2016 et sénatoriale 2018

	2016 (% votants) Marge en faveur des Démocrates (D-R)		2018 (% votants) Marge en faveur des Démocrates (D-R)	
MICH.	Prés.	Ind. (29) 36-52 Ind.Fem. (13) 40-47 Mod. (37) 52-42	Gov.	Ind. (29) 49-44 Ind. Fem. (13) 50-45 Mod. (39) **58-39**
	Sén.	N/A	Sén.	Ind. (29) 46-50 Ind. Fem. (13) 48-48 Mod. (37) **57-41**
WISC.	Prés.	Ind. (30) 40-50 Ind. Fem. (13) 44-47 Mod. (40) 52-42	Gov.	Ind. (32) 52-45 Ind. Fem. (13) 53-45 Mod. (41) 55-43
	Sén.	Ind. (30) 43-51 Ind. Fem. (13) 44-48 Mod. (40) 53-43	Sén.	Ind. (32) **59-39** Ind. Fem. (13) **64-35** Mod. (41) **61-38**

Une Amérique en mutation : les nouveaux États-clés

Une double typologie des États peut être établie : en fonction soit de leur potentiel de bascule en novembre 2020, soit de leur statut vis-à-vis de l'opposition démocrate, entre États à défendre et États à conquérir dans l'espoir de reprendre la majorité au Sénat.

Généralement, les États sont classés en fonction de leur degré de stabilité. Une première catégorie regroupe les États fermement acquis aux Républicains (rouges) ou aux Démocrates (bleus), et qui ne sont pas susceptibles de basculer. On distingue ensuite les États où l'un ou l'autre des deux grands partis a de fortes chances de l'emporter ; les États traditionnellement acquis à un parti mais où une victoire de l'opposition n'est pas exclue ; et enfin les États totalement ouverts où les deux partis peuvent l'emporter au terme d'une élection *a priori* très serrée.

Dans le cadre de l'élection de 2020, où les Républicains contrôlent le Sénat, un changement de majorité viendrait de la capacité des Démocrates à conquérir de nouveaux États tout en conservant ceux qu'ils contrôlent déjà. De ce fait, la typologie suivante permet d'établir une géographie politique de la course au Sénat, vue par les Démocrates :

- **Les États stables** (au profit d'un des deux grands partis)
- **Les États à défendre** (État avec un sénateur démocrate sortant)
  - le sortant se représente (Alabama, New Hampshire)
  - le sortant ne se représente pas/décision encore inconnue (Nouveau-Mexique, Virginie)
- **Les États à conquérir** (État avec un sénateur républicain sortant)
  - État prenable (Arizona, Colorado, Maine si Susan Collins ne se représente pas)
  - État moins facilement prenable (Caroline du Nord, Kansas, Géorgie)
  - État difficilement prenable mais où des progrès peuvent être encourageants pour la suite (Texas, Iowa)

Les États stables

Les États dont un siège de sénateur est remis en jeu en novembre 2020 mais qui ne sont pas susceptibles de changer de camp sont les suivants :

- **6 États démocrates** : Delaware (Chris Coons) ; Illinois (Dick Durbin) ; Massachusetts (Ed Maskin) ; New Jersey (Cory Booker) ; Oregon (Jeff Markley) ; Rhode Island (Jack Reed)

L'élection de 2020 pourrait être celle qui confirme que la **Virginie**, le **New Hampshire** et le **Nouveau-Mexique** sont désormais stabilisés du côté démocrate.

- **13 États républicains** : Alaska (Dan Sullivan) ; Arkansas (Tom Cotton) ; Idaho (Jim Risch) ; Louisiane (Bill Cassidy) ; Mississippi (Cindy Hyde-Smith) ; Montana (Steve Daines) ; Nebraska (Ben Sasse) ; Oklahoma (Jim Inhofe) ; Caroline du Sud (Lindsey Graham) ; Dakota du Sud (Mike Rounds) ; Tennessee (Lamar Alexander) ; Virginie occidentale (Shelley Moore-Capito) ; Wyoming (Mike Enzi).

Le **Kentucky** devrait vraisemblablement rester républicain mais Mitch McConnell est impopulaire dans son État. Sa victoire, probable mais avec une marge réduite, voire faible, pourrait être riche d'enseignements sociologiques et démographiques. De même, le **Texas** a de fortes chances de rester républicain, mais la courte défaite de Beto O'Rourke en novembre 2018 montre que la sociologie de l'État change, comme nous le verrons ci-dessous.

Sièges à défendre pour les Démocrates avec candidat sortant

Alabama. Fait désormais rarissime dans cet État sudiste très républicain, haut lieu de la ségrégation d'un côté et de la lutte pour les droits civiques de l'autre, un Démocrate a été élu lors d'une sénatoriale partielle en 2017 (Doug Jones), face à un adversaire particulièrement controversé (Roy Moore[10]). Le dernier sénateur démocrate, élu en 1992, était devenu républicain dès 1994, c'est dire si l'élection de Doug Jones est historique. Elle est pourtant extrêmement mince – 20 715 voix sur 1,3 million de suffrages exprimés et elle semble davantage s'expliquer par le rejet de Moore que par celui de Trump. La mobilisation des comtés déjà démocrates, notamment là où les concentrations d'Afro-Américains sont les plus fortes, explique le bon score du candidat démocrate. La participation en novembre 2020 sera

10. Juge connu dans l'État, soutenu par Donald Trump, Roy Moore a été accusé d'attouchements sexuels sur mineures à la fin des années 1970.

nécessairement supérieure car ce sera une année à élection présidentielle. La clé de l'élection sera double : mobilisation des populations démocrates qui ont contribué à la victoire de Jones, mais aussi mobilisation des Blancs, notamment des évangéliques, en faveur de Trump. C'est un des cas où un candidat démocrate à la présidentielle trop clivant pourrait être fatal aux Démocrates. La réélection de Jones en novembre 2020 n'est pas impossible, d'autant qu'il occupe la place de candidat sortant, mais elle reste donc hypothétique[11]. Trump reste très apprécié dans l'Alabama (61 % d'opinions favorables en juin 2019), il y a reçu 62 % des voix en 2016 et un gouverneur républicain y a été élu en novembre 2018 avec 59,6 % des voix. L'État ne semble pas être en train de basculer du côté des Démocrates de façon pérenne, mais un sénateur démocrate déjà élu peut y être reconduit[12].

New Hampshire. Petit État de Nouvelle-Angleterre qui est moins profondément démocrate que ses voisins du Sud (Massachusetts, Connecticut et Rhode Island), le New Hampshire devrait reconduire la sénatrice démocrate sortante, Jeanne Sheehan, élue en 2014 avec 51,5 % des voix et qui reste très populaire (54 % d'opinions favorables *vs.* 34 % d'opinions défavorables). Trump, au contraire, y est particulièrement impopulaire (39 % *vs.* 58 %) même s'il n'a pas démérité en 2016, puisqu'il a emporté plus de suffrages que John McCain et Mitt Romney avant lui. Le New Hampshire a voté démocrate aux dernières présidentielles mais avec des marges de plus en plus réduites. Là où Obama devançait John McCain de 10 points (54,1 % *vs.* 44,5 %, soit 68 292 voix d'avance), Hillary Clinton avait moins d'un point d'avance sur Trump (47 % *vs.* 46,6 %, soit 2 736 voix). La même année, une sénatrice républicaine a perdu son siège au profit d'une Démocrate (Maggie Hassan) dans un scrutin particulièrement serré (1 017 voix d'avance sur 739 000 suffrages exprimés). En 2018, le gouverneur républicain sortant, Chris Sununu, a été réélu avec 40 405 voix d'avance (52,8 % *vs.* 45,7 %). Le New Hampshire est un État où les Démocrates peuvent l'emporter essentiellement grâce à la prime à la sortante, dans un contexte où un(e) candidat(e) démocrate crédible joue un rôle de traction face à un Trump impopulaire.

Sièges à défendre pour les Démocrates, siège ouvert

Nouveau-Mexique. Cet État à la frontière mexicaine a une population blanche minoritaire depuis 1994. Les Démocrates y ont emporté les

11. Lauric Henneton, « Alabama : mouvement tectonique ou accident isolé ? », *Telos*, 16 décembre 2017, disponible sur : www.telos-eu.com.
12. Toutes les cotes de popularité de cette note sont celles de l'institut Morning Consult : https://morningconsult.com et https://morningconsult.com.

dernières élections présidentielles, mais avec des marges de plus en plus étroites. Les deux sénateurs – démocrates – y ont été réélus assez facilement en 2014 et 2018, mais Tom Udall a décidé de ne pas se représenter. L'absence de candidat sortant ouvre davantage le scrutin, mais dans un environnement socio-démographique et dans un contexte anti-trumpiste qui restent assez nettement favorables aux Démocrates, lesquels devraient conserver ce siège assez confortablement. Contrairement à ce que la situation géographique et la démographie de l'État pourraient laisser penser, l'économie y était un enjeu bien plus important que l'immigration en 2016 (listée à 55 % contre 11 % dans les enquêtes d'opinion), dans un État où le chômage, à 5 %, est au-dessus de la moyenne nationale. Plus de 80 % des sondés pensent que les clandestins doivent pouvoir être régularisés, 59 % étaient opposés à un mur à la frontière et 65 % (contre 24 %) pensent que les immigrés sont un bienfait pour le pays[13]. Ces positions jouent assez nettement en défaveur des thématiques de campagne de Trump.

Virginie. La Virginie a connu une évolution spectaculaire : ancien État sudiste, où se trouvait la capitale de la Confédération (Richmond), encore profondément marqué par son histoire (Charlottesville), elle est devenue un État-pivot qu'il fallait emporter pour espérer basculer en tête du collège électoral. C'est désormais un État démocrate grâce aux banlieues ouest de Washington D.C. Trump y est impopulaire, mais moins que la moyenne nationale, et les Démocrates y ont remporté les trois dernières élections présidentielles, là encore avec des marges décroissantes. Clinton devançait néanmoins Trump de 5 points en 2016 (49,7 % *vs*. 44,4 %). Un gouverneur démocrate (qui a fait l'objet d'une vive controverse en février 2019, lorsqu'une photo de son *Yearbook* étudiant, sur laquelle il apparaît grimé en noir, a fait surface) y a été élu en 2017 avec une marge importante de 9 points et un sénateur démocrate y a été élu en 2018 avec une marge de 16 points. Certaines circonscriptions historiquement républicaines à la Chambre ont également basculé du côté démocrate. Mark Warner, le sénateur sortant, n'a pas encore annoncé s'il se représentait. Élu facilement en 2008, année présidentielle marquée par l'effet d'entraînement de la victoire d'Obama, avec plus d'1,1 million de voix d'avance, il n'a été réélu en 2014 qu'avec une marge de 17 727 voix sur 2,2 millions de suffrages exprimés. L'évolution électorale semble cependant favorable aux Démocrates dans le contexte d'une élection présidentielle et dans la foulée de deux élections (gouverneur et sénat) de bon augure. Néanmoins, l'incertitude quant à la décision de Warner de se représenter ou pas, et sa marge de victoire considérablement réduite en 2014, tempèrent un verdict qui devrait être clairement démocrate.

13. Voir sur : https://edition.cnn.com.

Sièges à conquérir pour les Démocrates : prenables

Arizona. L'Arizona n'est plus l'État indiscutablement républicain qu'il a longtemps été. Encore récemment, il était représenté par deux sénateurs républicains, mais John McCain est décédé et Jeff Flake ne s'est pas représenté. Un des événements des *midterms* de 2018 fut l'élection de la Démocrate Kyrsten Sinema à un poste de sénatrice, trente ans après la dernière élection d'un sénateur démocrate. Les Démocrates ont aussi emporté deux scrutins bien moins visibles, secrétaire d'État de l'État et surintendant à l'Éducation, pour la première fois depuis 1990. En 2020, c'est le siège de John McCain qui sera mis en jeu. Dans l'intérim, c'est Martha McSally qui l'occupe et qui le briguera[14]. Elle affrontera Mark Kelly, ancien astronaute et époux de Gabby Giffords, une représentante qui a été grièvement blessée par balle en 2011, et qui n'est donc pas inconnu du grand public.

Trump a emporté l'Arizona en 2016 avec 91 000 voix d'avance sur 2,5 millions de suffrages exprimés. En 2018, l'élection sénatoriale s'est jouée dans le comté de Maricopa, qui englobe Phoenix et ses banlieues, soit 4,4 millions d'habitants sur les 7,1 millions d'habitants de l'État (cf. Graphique 3). Sinema l'y emporte avec une marge de 60 000 suffrages, supérieure à sa marge dans l'État (55 900). La population sans cesse croissante de l'Arizona explique en partie ce basculement vers les candidats démocrates : en plus de la population hispanique, l'afflux de retraités des années 1980-2000 est désormais complété par un afflux de Californiens en quête de prix de l'immobilier moins prohibitifs. Si Trump a emporté l'Arizona en 2016, il y est globalement impopulaire, mais légèrement moins que la moyenne nationale. Sinema est populaire (46 % *vs*. 30 %), davantage que McSally (40% *vs*. 37 %), qui est en poste depuis trop peu de temps pour bénéficier à plein de l'avantage d'être la candidate sortante. L'environnement et le contexte semblent jouer en faveur des Démocrates, qui peuvent espérer être majoritaires dans le comté de Maricopa et remporter de ce fait un second siège de sénateur, surtout s'ils bénéficient de l'effet d'entraînement de l'élection présidentielle, le même jour.

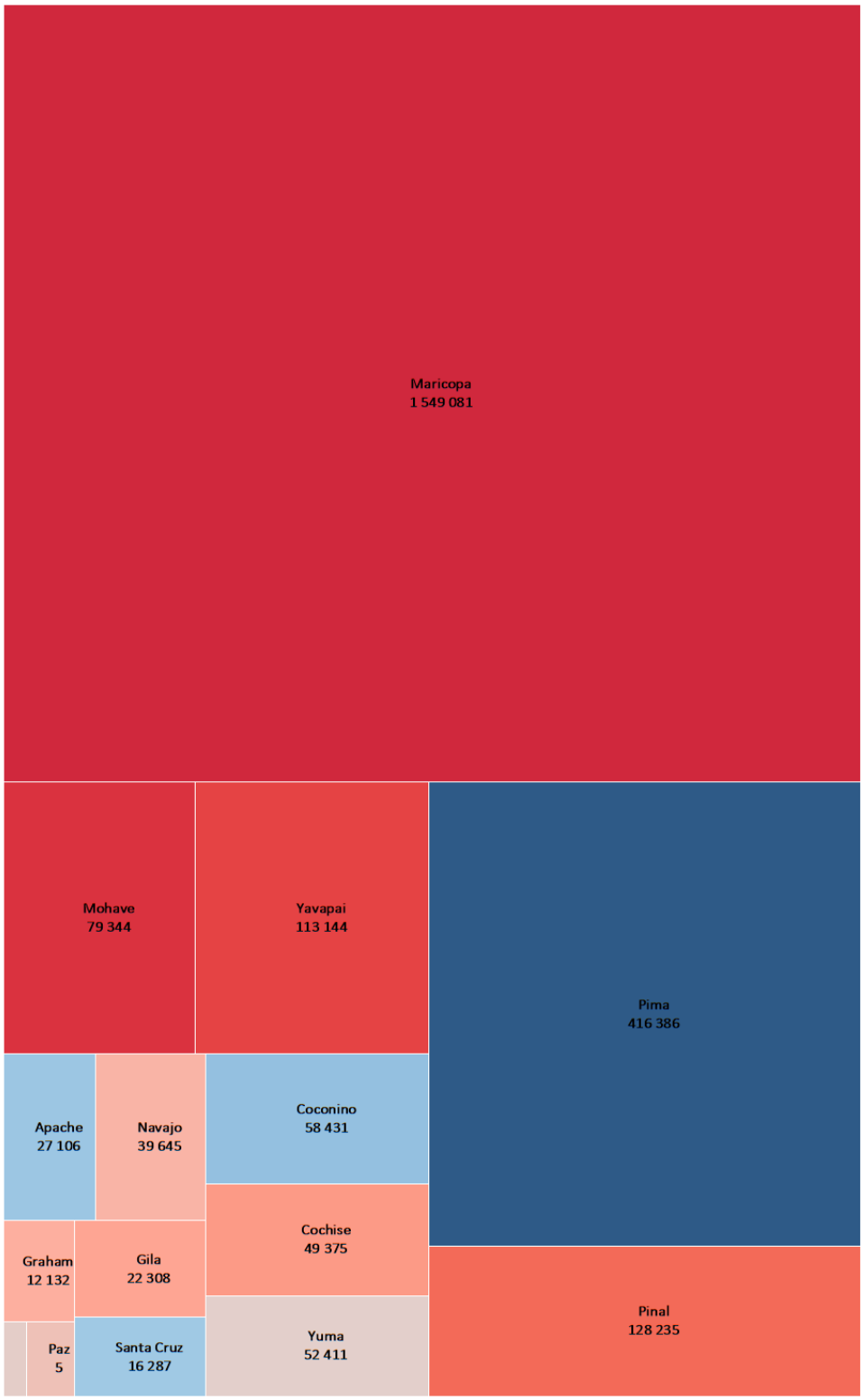
Cependant, le jour où Sinema a emporté sa victoire historique en 2018, les électeurs ont reconduit le gouverneur républicain Ducey avec plus de 300 000 voix d'avance, dont près de 200 000 à Maricopa County, qui

14. Martha McSally s'était présentée aux sénatoriales de novembre 2018 contre Kyrsten Sinema. Peu après sa défaite, elle avait été nommée par le gouverneur pour assurer l'intérim de McCain jusqu'à l'élection de 2020. Ainsi, elle a perdu une élection mais occupe un poste de sénatrice quand même.

présente donc le profil d'un comté partagé dans un État au vote partagé (*split vote*), capable de donner une majorité à un Démocrate *et* à un Républicain le même jour dans deux scrutins différents. Il est donc possible d'imaginer un scénario où Trump reste en tête mais où Mark Kelly devance Martha McSally, notamment grâce aux voix de Maricopa, de même qu'un scénario où les Démocrates arrivent en tête dans les deux scrutins. À l'inverse, il n'est pas impossible que les Républicains emportent les deux scrutins. La seule double certitude est que le scrutin sera serré et se jouera dans le comté de Maricopa[15].

15. R. Wilson, « Dems See Arizona Desert Blooming Blue », *The Hill*, 27 mars 2019.

Graphique 3. Comtés de l'Arizona, élection de 2016, par vainqueur et nombre de suffrages exprimés



Colorado. Le Républicain Cory Gardner est un candidat sortant très fragile. Il a été élu en 2014 avec une marge de 39 700 voix, soit moins que les suffrages reçus par le candidat libertarien (52 800), auxquels s'ajoutaient deux indépendants. Il s'agit donc d'une marge infime. Le même jour, le gouverneur démocrate John Hickenlooper était réélu avec près de 100 000 voix d'avance sur son adversaire républicain. En 2018, Hickenlooper étant arrivé au terme de ses deux mandats et ne pouvant pas se représenter, c'est à nouveau un Démocrate qui est élu, Jared Polis. Il a la particularité d'être ouvertement homosexuel dans un État qui concentre de nombreuses maisons d'édition évangéliques à Colorado Springs et où un pâtissier a refusé de faire un gâteau de mariage pour un couple d'homosexuels, une affaire qui est remontée jusqu'à la Cour suprême. La victoire de Polis revêt donc une importance symbolique accrue, d'autant qu'il l'emporte avec une avance de 268 000 voix, largement supérieure au vote libertarien (69 000 voix). C'est le signe indéniable d'un électorat progressiste.

À la présidentielle, le Colorado vote pour les Démocrates depuis 2008, mais avec une marge décroissante due en partie à l'essor récent des libertariens. En 2004, ils ont reçu 7 600 voix ; en 2008, 10 000 voix. En 2016, Hillary Clinton comptait 136 000 voix d'avance sur Trump, alors que Gary Johnson, le candidat libertarien, en avait reçu 144 000. Toujours en 2016, l'autre sénateur sortant (démocrate) Michael Bennet devançait son adversaire républicain de 155 000 voix, soit légèrement mieux qu'Hillary Clinton contre Trump, mais le candidat libertarien à la sénatoriale n'a alors reçu que 99 000 voix.

Le profil type de l'électeur libertarien du Colorado n'est pas favorable aux Républicains en général et surtout mauvais pour Trump : c'est plutôt un homme blanc, inscrit comme indépendant, ouvert sur les questions migratoires et qui n'aime pas Trump (sans aimer davantage Hillary Clinton). Il aurait pu voter pour un candidat républicain ne mettant pas en avant les questions migratoires, c'est donc clairement un suffrage perdu pour Donald Trump, et qui devrait lui coûter le Colorado. Le sondage « sortie des urnes » de 2016 indiquait une forte méfiance personnelle vis-à-vis de l'honnêteté et de la compétence de Trump. La perception d'Hillary Clinton n'était guère plus flatteuse, mais elle était moins négative. Il est peu probable que l'opinion de Trump change radicalement d'ici novembre 2020, ce qui semble le condamner au moins à une défaite similaire à celle de 2016.

Par un effet d'entraînement, les Démocrates pourraient aussi reprendre le siège de sénateur que Gardner avait lui-même pris au Démocrate Mark Udall, pourtant alors candidat sortant, en 2014. Lors de cette année favorable aux Républicains, les électeurs du Colorado avaient pourtant divisé leur vote. Il est donc probable que les Démocrates emportent l'État à

la présidentielle ainsi qu'au Sénat, puisque Cory Gardner ne semble pas être un sortant en position de force, d'autant que John Hickenlooper, après s'être retiré de la course à l'investiture démocrate pour la présidentielle, a décidé de se présenter à la sénatoriale. Sa popularité est un atout indéniable.

Maine (si la sénatrice républicaine sortante Susan Collins ne se représente pas). Comme le New Hampshire, le Maine se caractérise par son indépendance d'esprit et sa capacité à élire des représentants des deux bords. Comme dans les États précédemment évoqués, les Démocrates y étaient majoritaires lors des trois derniers scrutins présidentiels, mais avec une marge moindre (47,8 % *vs*. 44,9 % en 2016). En 2018, le Maine a reconduit Angus King, un sénateur indépendant comme Bernie Sanders, mais qui comme ce dernier vote avec les Démocrates. Les électeurs ont également élu une gouverneure démocrate (Janet Mills) à la place du sortant républicain (Paul LePage). Le contexte semble plutôt favorable aux Démocrates, notamment pour la présidentielle. La grande inconnue est la décision de Susan Collins, assez centriste et modérée dans un Parti républicain qui vire à droite. Si elle bénéficiait de l'avantage que confère le statut de candidate sortante, sa cote de popularité s'est inversée à l'été 2019 (de 52 % *vs*. 39 % à 45% *vs*. 48 %). En 2014, elle avait été élue avec 68 % des voix, ce qui la place plutôt en position de force, mais son vote en faveur du juge Kavanaugh à la Cour Suprême ne passe visiblement pas auprès des indépendants. Si elle se représente, elle devrait être réélue, même avec une marge très faible. Si elle ne se représente pas, en revanche, le champ est beaucoup plus ouvert et un(e) candidat(e) démocrate pourrait l'emporter. Deux scénarios se présentent donc pour l'instant : une réélection (possible mais pas assurée) de Collins si elle se représente ; ou une victoire démocrate portée par la présidentielle et le contexte de 2018 dans un champ ouvert.

Sièges à conquérir pour les Démocrates : plus difficilement prenables

Caroline du Nord. C'est un État fluctuant et particulièrement incertain, qui a donné une très courte majorité (mais tous ses grands électeurs) à Obama en 2008, avant de rebasculer républicain en 2012 (50,4 % *vs*. 48,3 %) et de le rester en 2016 (49,8 % *vs*. 46,2 %). En ne regardant que la présidentielle, on peut considérer que 2008 était une exception due à l'enthousiasme de la première élection d'Obama, corrigée dès 2012. Trump devrait pouvoir à nouveau empocher l'État, tout en y étant peu populaire (48 % *vs*. 49 % contre 53% *vs*. 35 % en janvier 2017). Les élections aux autres postes donnent des signaux contradictoires. Toujours en 2016, les électeurs de Caroline du Nord ont reconduit un sénateur républicain (51,1 % *vs*. 45,3 %) avec une marge supérieure à celle de Trump, mais ont élu un

gouverneur démocrate à la place d'un Républicain sortant (49,0 % *vs.* 48,8 %). Ici, la marge victorieuse était infime (10 000 voix sur 4,7 millions de suffrages). Les élections dans cet État ont donné lieu à des accusations de fraude électorale, notamment lors des scrutins serrés : c'était le cas en 2016, mais également en 2018 dans la 9e circonscription pour l'élection à la Chambre[16]. Au Sénat, le Républicain Thom Tillis se représente, ce qui lui confère un avantage induit, mais il ne jouit pas d'une forte popularité (33 % *vs.* 35 %). Par ailleurs, en 2014, il a conquis le siège d'une sénatrice démocrate, Kay Hagan, qui avait elle-même succédé à la Républicaine Elizabeth Dole. Cette alternance répétée de sénateurs et sénatrices des deux partis montre que la réélection de Tillis n'est absolument pas assurée, surtout si les Démocrates parviennent à mobiliser leur base efficacement.

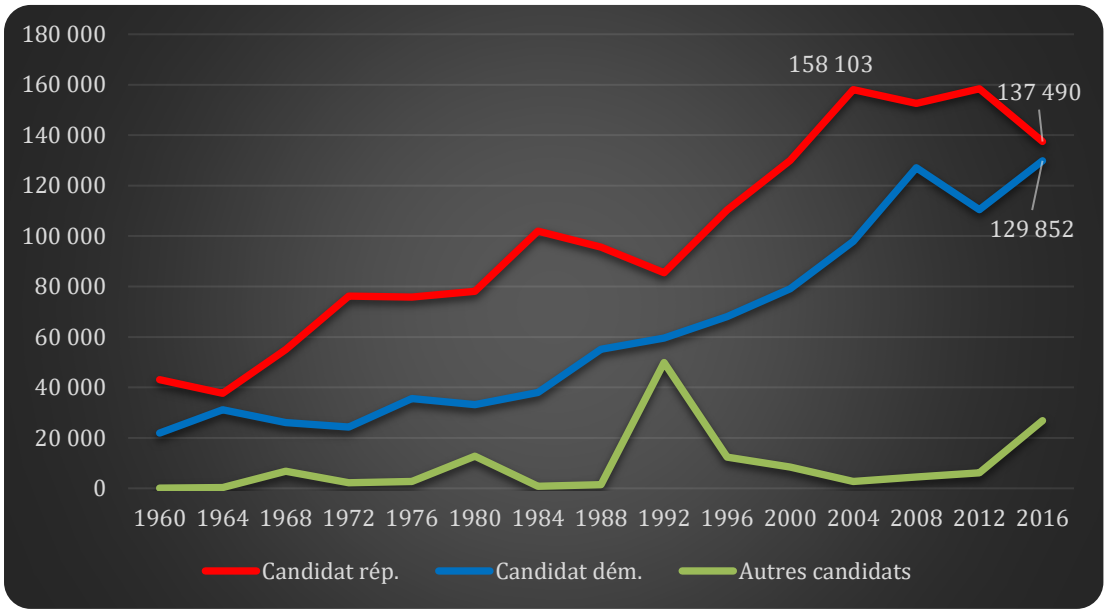
Kansas. Le Kansas est généralement considéré comme un État acquis aux Républicains et hors de portée des Démocrates. Trump bénéficie encore d'une opinion légèrement favorable (51 % *vs.* 46 %) et les Républicains sont sortis largement en tête des trois derniers scrutins présidentiels. Trump y comptait 20 points d'avance sur Clinton. Trois facteurs nouveaux semblent pourtant mettre le Kansas à portée des Démocrates. D'abord le fait que le sénateur républicain sortant, Pat Roberts, ne se représente pas, ce qui ouvre le champ. Ensuite, en 2018, le Kansas a partagé son vote : le même jour, les électeurs ont plébiscité l'autre sénateur sortant républicain (62,1 % *vs.* 32,2 %) dans des ordres de grandeurs attendus, mais ont également élu une gouverneure démocrate, Laura Kelly (48 % *vs.* 43 %) avec une marge confortable. Enfin, toujours en novembre 2018, la 3e circonscription, sur les quatre que compte l'État, a vu Sharice Davids, une Démocrate d'origine amérindienne, ouvertement lesbienne, battre le représentant républicain sortant, Kevin Yoder, élu et réélu depuis 2010 (53,3 % *vs.* 44,2 %) (cf. Graphiques 5 et 6).

Cependant, le Kansas alterne régulièrement des gouverneurs issus des deux partis. Ainsi, Kathleen Sebelius, élue en 2002 et réélue en 2006 avec près de 57,9 % des voix[17]. De même, la 3e circonscription avait été représentée par un Démocrate, Dennis Moore, entre 1999 et 2011. Le principal changement combine la géographie, la démographie et la sociologie à l'échelle d'un seul comté, Johnson County, dans la grande banlieue de Kansas City, qui recouvre en partie la 3e circonscription, et où Laura Kelly a obtenu 29 % du total de ses voix. Le poids démesuré et croissant de Johnson County, avec sa population périurbaine de plus en plus

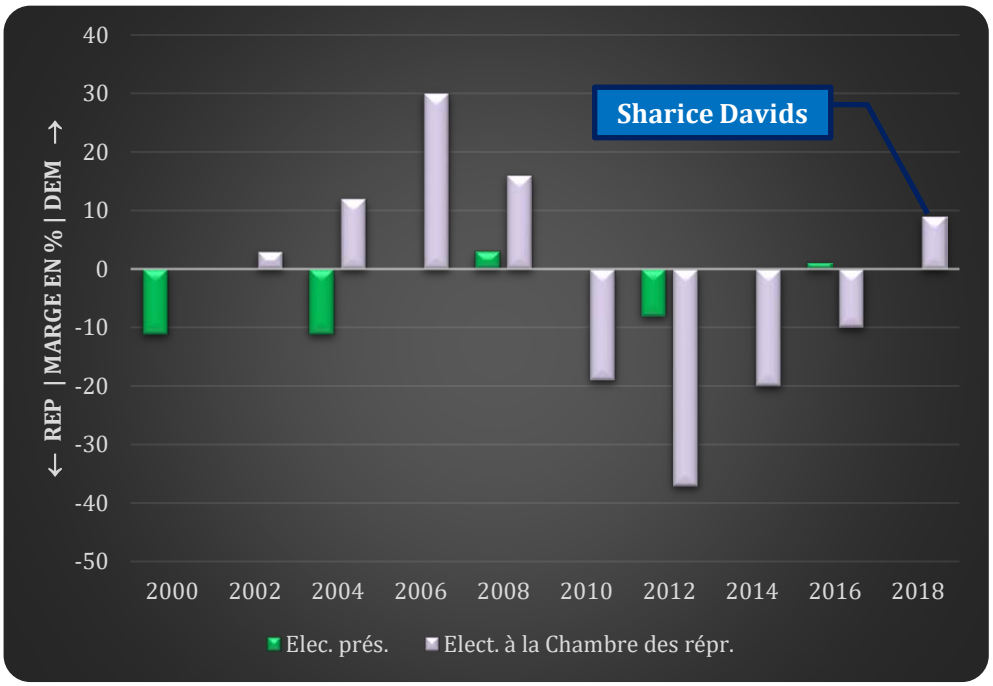
16. L. A. Caldwell et D. Clark, « New Election Ordered In North Carolina House District After Possible Illegal Activities », NBC News, 22 février 2019, disponible sur : www.nbcnews.com.
17. Sebelius fut ensuite secrétaire à la santé et aux services sociaux de Barack Obama entre 2009 et 2014.

diplômée et modérée, peut entraîner une reconfiguration électorale de l'État, du même effet que celui de Maricopa dans l'Arizona. À titre d'exemple, Donald Trump y devance Hillary Clinton de 7 600 voix en 2016, alors que deux ans plus tard, Laura Kelly y devance le très trumpien Kris Kobach de 45 200 voix (cf. Graphique 4). Par ailleurs, les suffrages reçus par les candidats républicains décroissent depuis 2004 (- 20 000 voix) alors que les Démocrates progressent (+ 32 000 voix). L'élection d'une gouverneure démocrate combinée à celle d'une représentante au profil doublement minoritaire (amérindienne et lesbienne) revêt une importance à la fois arithmétique mais aussi symbolique sur le basculement de l'électorat, au moins à Johnson County, dont le poids par rapport aux autres comtés du Kansas pourrait être déterminant à moyen terme. En 2020, les Démocrates sont loin d'être favoris, mais les résultats des deux scrutins seront riches d'enseignements pour l'avenir.

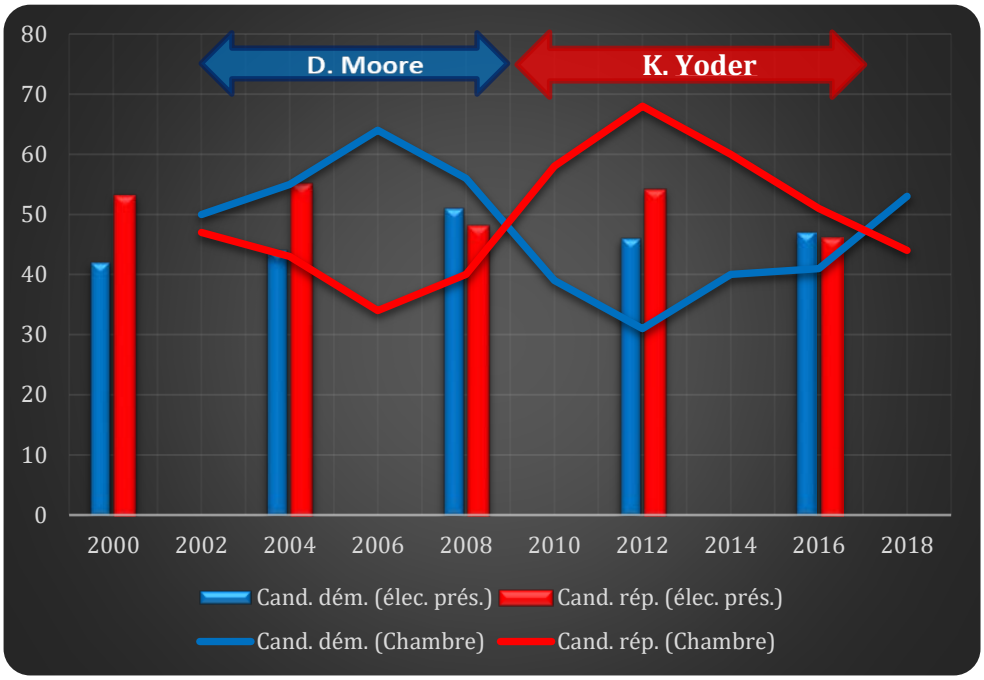
Graphique 4. Élections présidentielles dans le comté de Johnson, Kansas (1960-2016), en voix



Graphique 5. Troisième circonscription du Kansas, élections présidentielles et Chambre des représentants (2000-2018), marges en %



Graphique 6. Troisième circonscription du Kansas, élections présidentielles et Chambre des représentants (2000-2018), en %



Géorgie. Les scrutins de 2020 en Géorgie serviront de point d'étape dans l'observation des mutations socio-démographiques à l'œuvre dans cet État sudiste très républicain, où Trump reste populaire. Les Républicains y ont emporté toutes les dernières présidentielles, même si la marge de Trump était plus mince que celle de Mitt Romney. Les *midterms* de 2018 ont été l'occasion de deux moments politiques majeurs : la Démocrate (noire) Stacey Abrams a perdu l'élection pour le poste de gouverneur à 50 000 voix près, une marge considérablement moins importante que les derniers scrutins similaires (250 000 voix en 2010, 200 000 en 2014, soit avant l'irruption de Trump sur la scène politique nationale). À un niveau plus local, la 6e circonscription pour la Chambre, dans la banlieue d'Atlanta, a été l'occasion d'une élection partielle en 2017, où la Républicaine Karen Handel a fini par battre le jeune Démocrate Jon Ossoff de 9 000 voix, là où Tom Price, ensuite devenu ministre de Trump, avait été élu avec 75 000 voix d'avance en 2016. En 2018, Karen Handel a ensuite été battue par une Démocrate, Lucy McBath, par une marge inversée de 9 000 voix. C'est une évolution comparable à celle de la 3e circonscription du Kansas, dont il faudra mesurer la pérennité.

La géographie humaine de l'État, dominée par l'agglomération tentaculaire d'Atlanta et de ses banlieues plus ou moins denses, est un point déterminant pour envisager l'avenir électoral de la Géorgie. Les comtés les plus denses et les plus urbanisés (Fulton et DeKalb) sont nettement démocrates, mais le plus important est surtout qu'ils continuent à gagner en population, et que le nombre de suffrages démocrates y augmente alors que le nombre de suffrages républicains y diminue. Dans certains comtés périurbains (*exurbs*) moins peuplés, les candidats démocrates à la présidentielle sont désormais en tête (Douglas, Rockdale, Newton), mais le plus remarquable concerne les comtés de Gwinnett et Cobb, du fait de leur population forte et croissante : c'est donc là que se font les marges victorieuses (cf. Graphiques 7 à 10). Ces deux comtés de proche banlieue (*suburbs*), historiquement républicains, ont donné une majorité à Hillary Clinton en 2016, dans une tendance où les Républicains perdent des voix depuis 2004 et où les Démocrates en gagnent beaucoup plus. L'évolution est donc déterminante : il est attendu que ces tendances locales se poursuivent en 2020 et au-delà. Les élections de 2018 étaient dominées par un anti-trumpisme particulièrement mobilisateur, ce qui explique à la fois le bon score de Stacey Abrams mais également le basculement de la 6e circonscription. Plus généralement, fait rare pour des *midterms* généralement marquées par une forte abstention, Stacey Abrams a reçu davantage de voix qu'Hillary Clinton dans 34 comtés. Dans cinq de ces

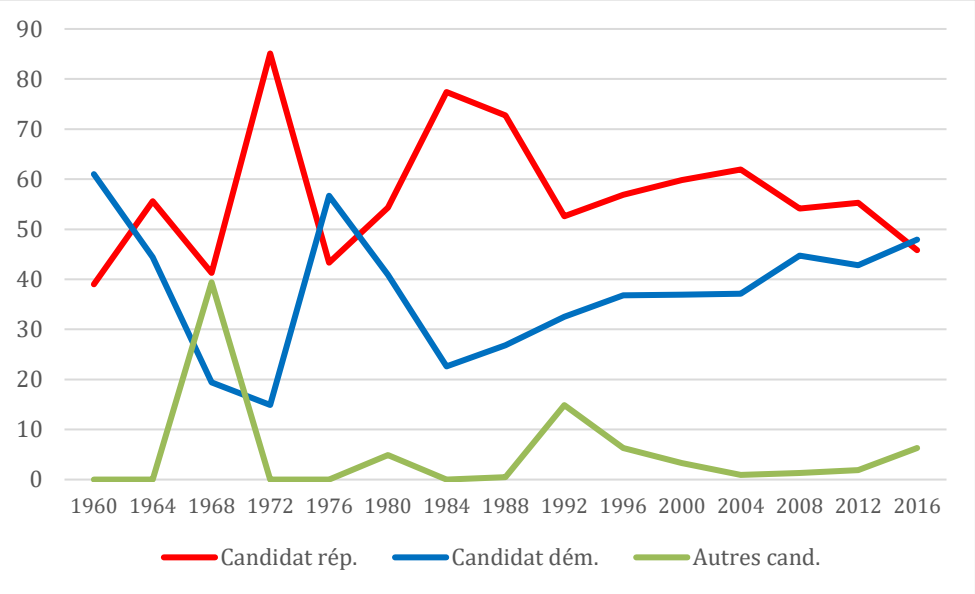
comtés, elle a réuni au moins 5 000 voix de plus que Clinton. Dans ces 34 comtés, les Démocrates comptaient 93 000 voix de moins que les Républicains en 2010 (élection du gouverneur) ; en 2018, ils les devançaient de près de 300 000 voix. Le basculement est spectaculaire, même s'il n'a pas suffi à donner une majorité à Stacey Abrams dans l'ensemble de l'État.

Dans les 25 comtés de Géorgie comptant plus de 100 000 habitants, les Démocrates ont une avance de 414 000 voix en 2018, alors que dans les 134 comtés de moins de 100 000 habitants, les Républicains ont une avance de 469 000 voix, ce qui explique leur victoire finale. La grande différence entre ces comtés est double : les premiers comptent 7,1 millions d'habitants et une croissance moyenne de 10,8 % depuis 2010 ; les seconds comptent 3,4 millions d'habitants (la moitié) pour une croissance moyenne de 0,5 %, qui masque un recul de la population dans 73 comtés. La Géorgie a deux visages : des comtés peu peuplés, dont la population décroît, et qui continuent à donner des marges considérables aux Républicains, et des comtés bien plus peuplés, qui gagnent en population et en densité en attirant des nouveaux venus d'autres comtés de l'État, d'autres États du pays (du Nord, de Californie, de Floride) ainsi que de l'étranger, notamment des diplômés du supérieur. Certains de ces comtés à forte croissance continuent à voter largement républicain (Forsyth, Cherokee) mais avec des marges qui sont effacées par les énormes comtés de la première ceinture d'Atlanta (DeKalb, Gwinnett, Cobb) auxquels il faut ajouter Chatham (Savannah, au sud-est de l'État).

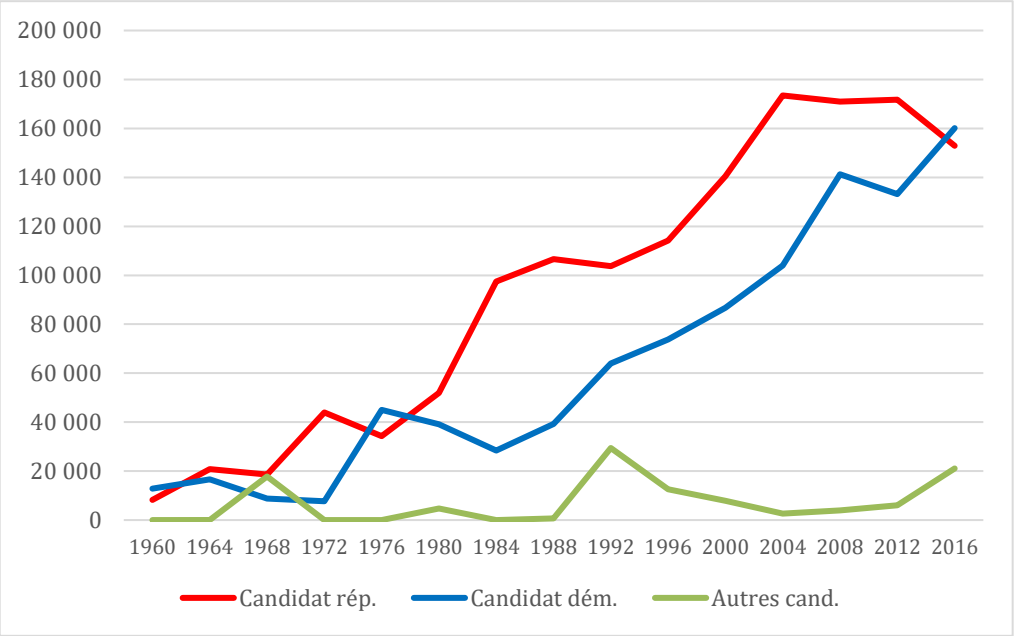
Les évangéliques blancs constituent un réservoir de voix considérable pour les Républicains, mais il semble qu'il soit de plus en plus limité, d'abord parce que leur part de l'électorat diminue (39 % en 2014, 34 % en 2018) et parce que leur marge de progression semble épuisée : en 2016, 92 % des évangéliques disaient avoir voté Trump ; en 2018, ils étaient 88 % à voter républicain pour le poste de gouverneur. Dans le même temps, le poids du vote urbain et suburbain s'accroît alors que celui du vote rural diminue et que, dans le même temps, sa marge en faveur des Républicains a fortement diminué entre 2016 (67 % pour Trump) et 2018 (58 % pour Brian Kemp). L'attraction d'une population originaire d'autres États a poussé les instituts de sondages à poser une question non plus seulement sur le type de zone de résidence (urbaine, suburbaine, rurale) mais sur la durée d'installation dans l'État (né en Géorgie, né ailleurs mais installé depuis plus de 10 ans, né ailleurs et installé depuis moins de 10 ans). En 2018, les natifs de Géorgie (46 % des sondés) ont voté républicain (53 % *vs.* 47 %) alors que les autres ont voté démocrate (installés depuis plus de 10 ans à 50 % *vs.* 49 %, installés depuis moins de 10 ans à 65 % *vs.* 35 %).

Le basculement de la Géorgie au profit des Démocrates semble inexorable à moyen terme et 2020 sera une année exceptionnelle du fait d'un double renouvellement précipité par la démission pour raisons de santé du sénateur Johnny Isakson, en plus de l'expiration du mandat de David Perdue. La perspective pour 2020 est donc double avec un sortant, David Perdue, élu avec 52,9 % des voix en 2014, qui jouit d'une certaine popularité (48 % *vs*. 26 %) et un siège ouvert, qu'Isakson avait emporté avec une marge confortable (54,8 % *vs*. 41 %) en 2018, l'année même où Stacey Abrams a été très près d'être élue gouverneure. Si Perdue a de bonnes chances de bénéficier de l'effet sortant, il n'est pas exclu que la démission d'Isakson permette à un bon candidat démocrate d'être élu à la faveur de l'expansion du vote démocrate dans les comtés denses de la (grande) banlieue d'Atlanta. Le scrutin de 2020 devrait donc permettre de situer l'élection de 2018 et le phénomène Stacey Abrams dans une perspective temporelle plus longue et de déterminer s'il s'agit d'une exception ou d'une nouvelle norme.

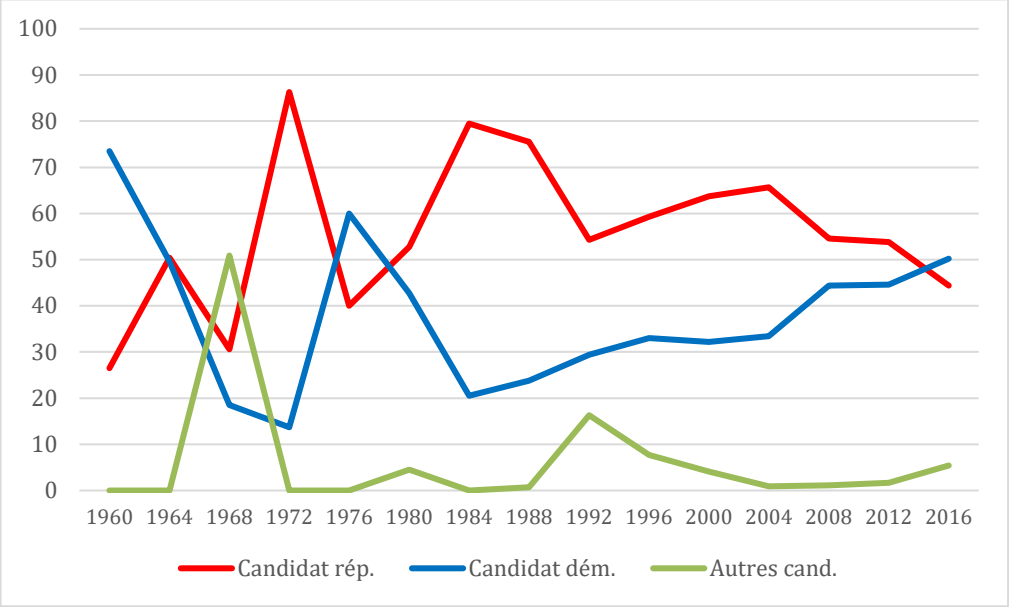
Graphique 7. Évolution du vote à la présidentielle, Comté de Cobb, Géorgie (1960-2016), en %



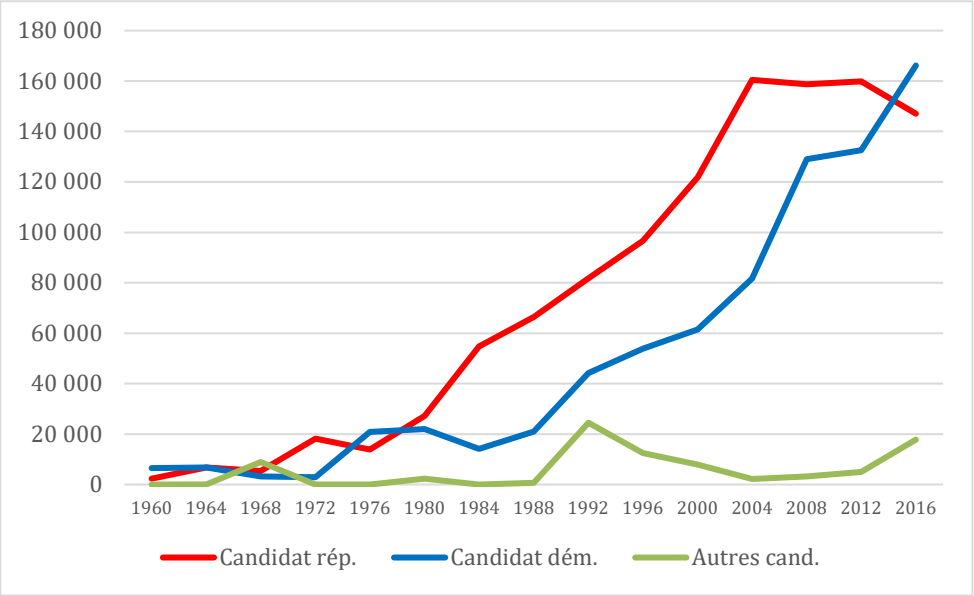
Graphique 8. Évolution du vote à la présidentielle, Comté de Cobb, Géorgie (1960-2016), en voix



Graphique 9. Évolution du vote à la présidentielle, Comté de Gwinnett, Géorgie (1960-2016), en %



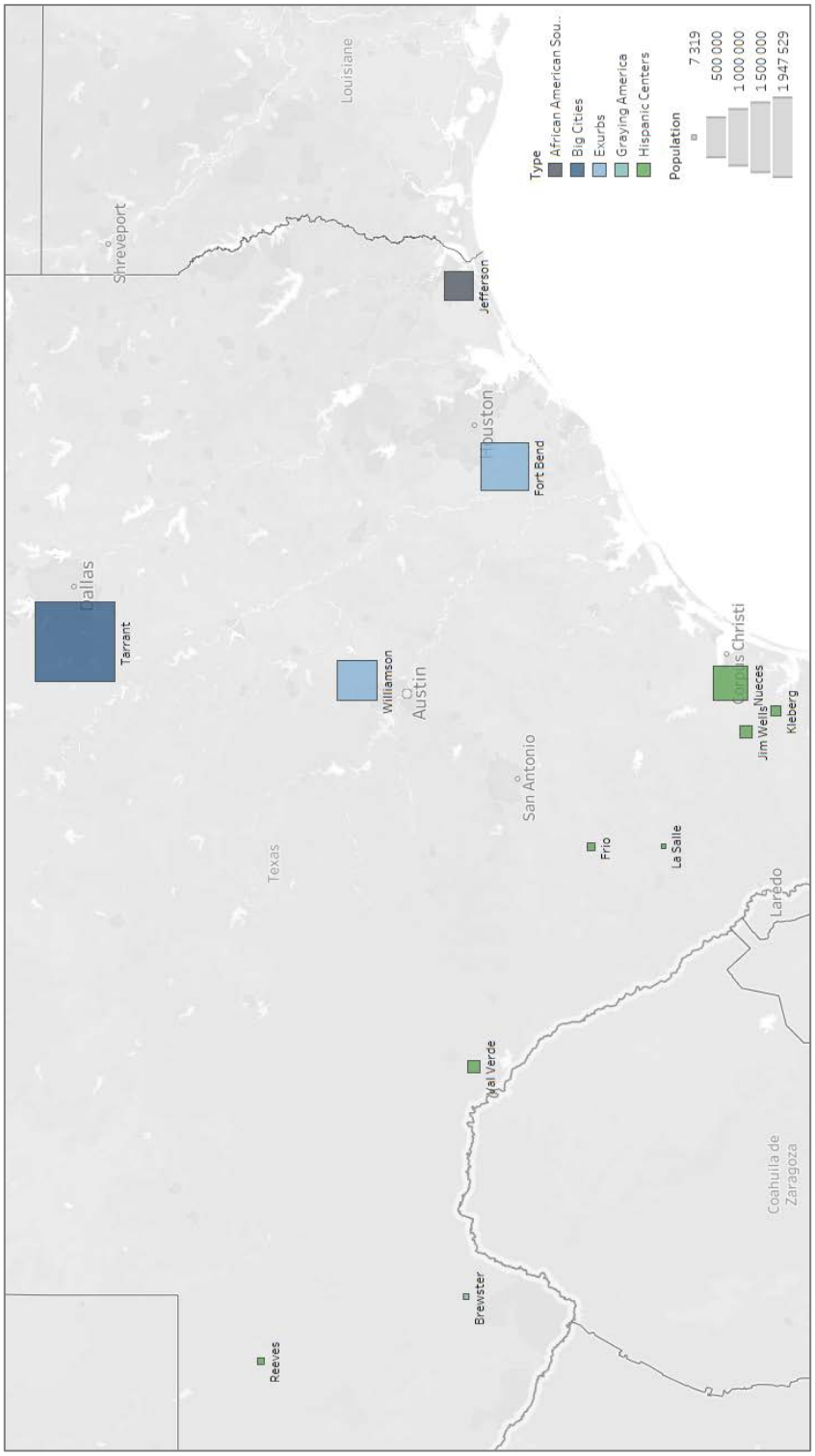
Graphique 10. Évolution du vote à la présidentielle, Comté de Gwinnett, Géorgie (1960-2016), en voix



Sièges possiblement démocrates dans l'avenir

Texas. Comme la Géorgie, le Texas change. Donald Trump y reste populaire (51 % *vs*. 45 %), même s'il a bénéficié d'une marge moins importante que ses prédécesseurs en 2016. En 2020, le sénateur sortant républicain John Cornyn se représente, ce qui lui confère un avantage certain, d'autant qu'il jouit d'une bonne popularité (43 % *vs*. 25 %). Là encore, ce sont les élections de mi-mandat de novembre 2018 qui suscitent des interrogations. Le gouverneur sortant, Greg Abbott, a été réélu confortablement (55,8 % *vs*. 42,5 %), ce qui était attendu, alors que le sénateur sortant, Ted Cruz, n'a été réélu qu'avec une faible marge contre Beto O'Rourke (50,9 % *vs*. 48,3 %), un résultat plus surprenant. Contrairement à l'Arizona et à l'Ohio, il ne s'agit pas d'une forme de « split vote » stricte, même si on ne peut que noter la disparité entre les deux scrutins, tenus le même jour avec les mêmes électeurs. Dans certains comtés où le gouverneur républicain Abbott est en tête, O'Rourke arrive devant Cruz : c'est le cas à Tarrant (Fort Worth, ouest de Dallas), Williamson (banlieue d'Austin) et surtout Fort Bend, banlieue sud-ouest de Houston, comté le plus riche du Texas, avec une population blanche minoritaire, une forte communauté asiatique et un taux de diplômés du supérieur le plus élevés de l'État (40 %) (cf. Graphique 11).

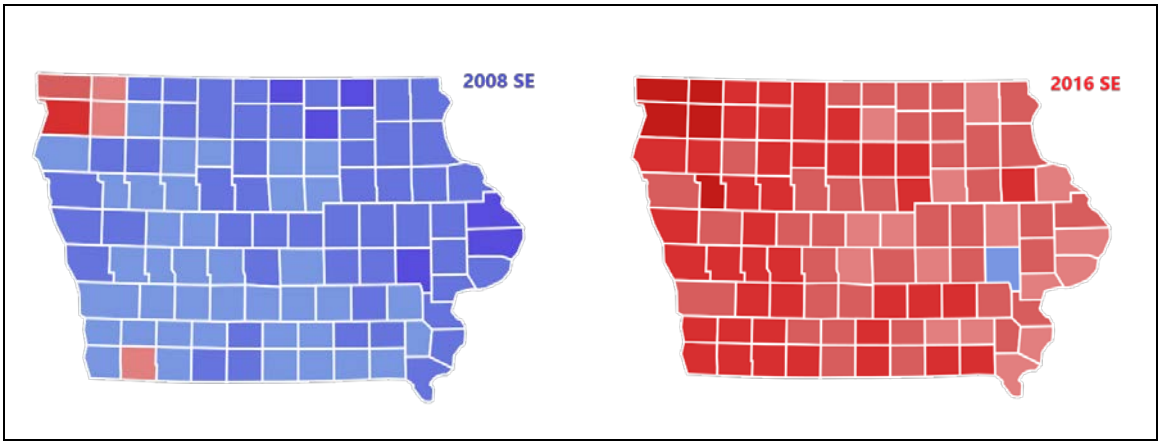
Graphique 11. Vote partagé au Texas, 2018 : Comtés où Beto O'Rourke (D) devance Ted Cruz (R) au Sénat et où Greg Abbott (R) devance Lupe Valdez (D) pour le gouvernorat, par population et type de comté



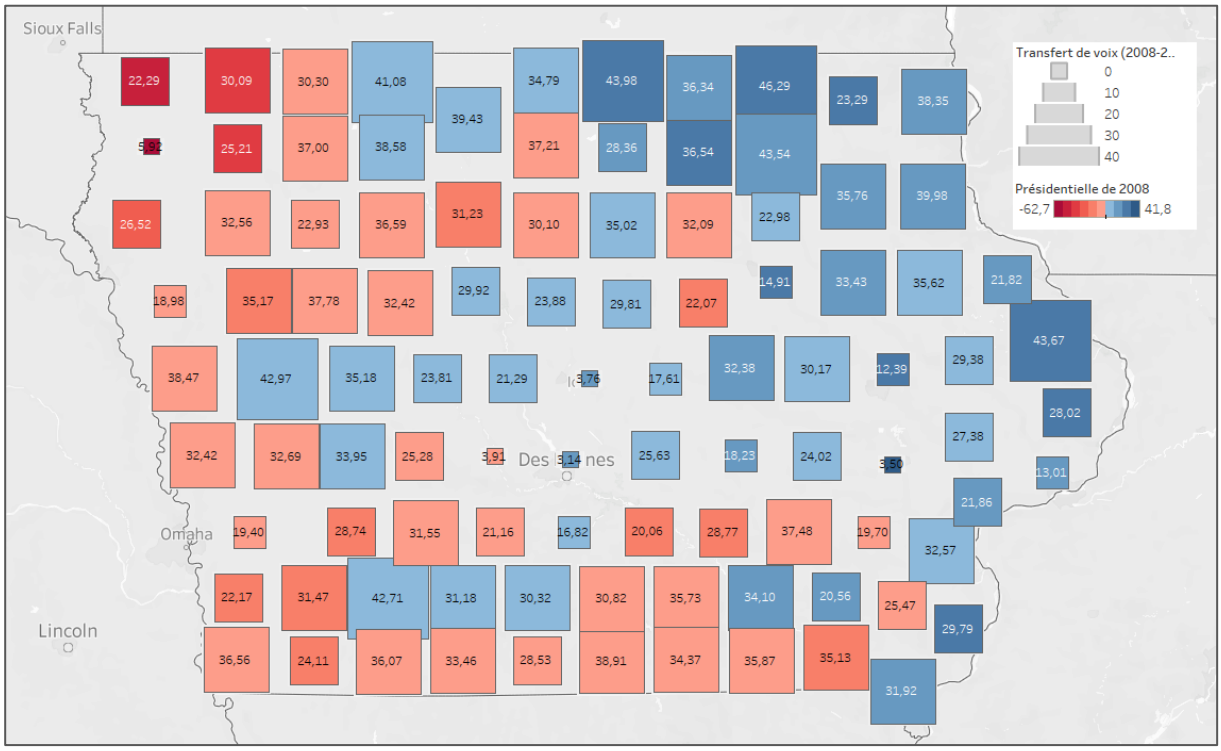
La géographie du Texas ressemble à celle de Géorgie : un océan de petits comtés ruraux rouges et trois grandes îles métropolitaines bleues : Dallas-Fort Worth, Houston, Austin-San Antonio, dont les banlieues sont les véritables enjeux électoraux. Comme en Géorgie, le salut pour les Démocrates viendra de la forte mobilisation de leur base dans les comtés urbains. Certes, ces comtés sont déjà « bleus » mais l'important n'est pas tant leur couleur que les milliers de voix qu'ils pourront ajouter au total général, qui fera pencher l'ensemble de l'État d'un côté ou de l'autre. Les comtés rouges comme Collin, dans les banlieues nord de Dallas, sont pour leur part caractérisés par une croissance spectaculaire de leur population depuis les années 1990-2000. Comme la défaite de Stacey Abrams, celle de Beto O'Rourke est riche d'enseignements et elle constitue un point d'étape intéressant dans une perspective longue. Mais face à un John Cornyn assez largement favori (élu en 2014 avec 61,6 % des voix), les Démocrates devront présenter un candidat expérimenté, capable de rivaliser, de lever des fonds et de mobiliser à la fois la base et les indépendants. Si la victoire des Républicains (Trump et Cornyn) reste probable, certains sondages montrent qu'elle n'est pas assurée, ce qui pourrait sembler impensable au Texas. Ainsi, un sondage Quinnipiac de juin 2019 donnait Joe Biden devant Trump (48 % *vs*. 44 %) et d'autres candidats démocrates à égalité ou légèrement derrière Trump mais dans la marge d'erreur.

Iowa. L'Iowa présente une évolution très différente de celle des États analysés plus haut. C'est un État où les Démocrates ont perdu beaucoup de terrain en une décennie. Obama y était en tête à deux reprises, mais Trump a emporté l'État avec une marge de 10 points (51,1 % *vs*. 41,7 %). Le gouverneur républicain réélu en 2018 a vu sa marge diminuer nettement (59 % *vs*. 37 % en 2014 ; 50,3 % *vs*. 47,5 % en 2018) mais la sénatrice républicaine sortante, Joni Ernst, se représente : élue en 2014 (52,1 %) elle remplace alors un sénateur démocrate élu très largement en 2008. La tendance semble être plutôt à la progression des Républicains, même si Trump y est de plus en plus impopulaire (43 % *vs*. 54 %). Une bonne candidature démocrate pourrait avoir un effet d'entraînement, notamment face à une sénatrice sortante à la popularité relativement faible (42 % *vs*. 38 %). Historiquement (en 2008), les électeurs de l'Iowa ont montré qu'ils pouvaient donner des marges conséquentes aux candidats démocrates à la présidentielle et au Sénat. Tout l'enjeu de 2020 sera de voir si la tendance à la « républicanisation » de l'État, notamment dans son tiers nord-est, se confirme, ou si l'on observe un retour à la carte de 2008, plus nettement bleue (cf. Graphiques 12 et 13). Le chômage très faible (2,4 % en avril 2019) n'incite pas au rejet de Trump, mais la situation des agriculteurs, nombreux dans cet État, peut susciter une désaffection de sa politique de guerre commerciale notamment avec la Chine.

Graphique 12. Carte de l'Iowa par comté, sénatoriale de 2008 (g.) et 2016 (dr.)



Graphique 13. Transferts de voix dans les comtés de l'Iowa entre 2008 et 2016 (présidentielle), en points



La couleur des comtés représente le vote de 2008, la taille figure l'ampleur du transfert de voix en faveur des Républicains.

Conclusion

Les différents scrutins qui se tiendront en novembre 2020 aux États-Unis seront influencés par des facteurs aussi bien locaux que nationaux. Ils se dérouleront au carrefour de tendances démographiques à long terme (une population de plus en plus diverse) et d'évolutions sociologiques et électorales (des banlieues de plus en plus démocrates), accélérées en réaction à la politique et au style de Donald Trump depuis 2016. Le point de bascule en faveur des Démocrates dépendra à la fois de l'efficacité des campagnes de mobilisation (femmes diplômées, jeunes, minorités ethniques) et de contre-mobilisation (évangéliques, ouvriers blancs) des deux côtés. Les élections de mi-mandat de 2018 fournissent un précédent intéressant de ce que pourrait être l'ampleur de la mobilisation anti-Trump en 2020. L'année 2020 pourrait également voir des résultats inédits avec des victoires démocrates dans ce qui constituait naguère encore des bastions républicains.

Les résultats électoraux de novembre 2020 à la Maison-Blanche et au Sénat seront évidemment déterminants dans la conduite des affaires du pays au niveau fédéral, avec une production législative plus ou moins ralentie par de possibles situations de cohabitation. Cependant, le niveau fédéral ne doit pas occulter les autres scrutins au niveau des États, souvent en dehors des radars des observateurs, y compris américains. Ainsi, les chambres des États et les gouverneurs jouent un rôle décisif dans le découpage (parfois abusif) des circonscriptions à la Chambre des représentants. Or les circonscriptions sont redessinées tous les dix ans, à l'issue du recensement décennal, dont le prochain a précisément lieu en 2020. Les équilibres politiques issus des différents scrutins de novembre 2020 auront donc des effets pendant toute la décennie suivante.

La collection des *Potomac Papers*

- Patrick Allard, « La politique commerciale de Trump : faire reculer la Chine », n° 36, mars 2019.
- Ivana Obradovic, « La crise des opioïdes aux États-Unis. D'un abus de prescriptions à une épidémie aiguë », n° 35, décembre 2018.
- Marion Leblanc-Wohrer, « *Comply or die* ? Les entreprises face à l'exigence de conformité venue des États-Unis », n° 34, mars 2018.
- Ivana Obradovic et Michel Gandilhon, « La légalisation du cannabis aux États-Unis. Les exemples du Colorado et de l'État de Washington », n° 33, février 2018.
- Boris Toucas, « "L'affaire russe" : la démocratie américaine ébranlée », n° 32, décembre 2017.
- Laurence Nardon, « Les États-Unis face à la Chine, de Henry Kissinger à Donald Trump », n° 31, novembre 2017.
- Corentin Sellin, « Trump : candidat des pauvres, président des riches ? », n° 30, juin 2017.
- Corentin Sellin, « Trump et l'électorat populaire blanc », n° 29, septembre 2016.
- Maya Kandel, « Obama face au terrorisme : chronique d'un échec ? », n° 28, septembre 2016.
- Anne Deysine, « Les nominations à la Cour suprême, enjeu des élections de 2016 », n° 27, juin 2016.
- Éric Rouby et Adrien Schu, « Présidentielles 2016 : le Parti républicain et la politique étrangère », n° 26, avril 2016.
- Renaud Beauchard, « Entre citoyenneté et classe moyenne : les défis du futur président », n° 25, février 2016.
- Marie-Cécile Naves, « Le programme économique des Républicains, quelles idées pour 2016 ? », n° 24, janvier 2016.
- Laurence Nardon, « Comment votent les Américaines ? », n° 23, septembre 2015.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur Twitter :
@LaurenceNardon

Institut français
des relations
internationales